

Révision des règles relatives aux aides d'État à la RDI

Note explicative

Les propositions de révision de l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation sont directement liées aux conclusions du bilan de qualité, une évaluation globale des politiques visant à vérifier si les règles en matière d'aides d'État, lesquelles étaient concernées par le processus de modernisation du contrôle des aides d'État, sont « adaptées à leur finalité ». Les résultats préliminaires sont présentés dans le document de travail des services de la Commission sur le bilan de qualité, publié le 30 octobre 2020¹.

Ces résultats ont confirmé que les règles générales en matière d'aides d'État à la RDI mises en œuvre en 2014 ont bien fonctionné et ont contribué à promouvoir les activités de RDI dans l'UE sans fausser indûment la concurrence. Les réponses des parties prenantes ont également mis en lumière l'importance de veiller à la stabilité des règles après la phase d'apprentissage difficile qui a succédé à la révision de la modernisation du contrôle des aides d'État.

L'évaluation du bilan de qualité a toutefois également montré la nécessité de procéder à un certain nombre de révisions techniques ciblées visant à simplifier et à clarifier davantage l'application des règles, énoncées à la fois dans l'encadrement RDI et dans les articles pertinents du RGEC. En outre, elle a montré qu'il convenait d'actualiser ces règles afin de tenir compte de l'évolution du marché et des technologies et d'ainsi faciliter la double transition de l'économie européenne.

En effet, les dispositions de l'encadrement des aides d'État à la RDI sont complétées par le Règlement Général d'Exemption par Catégorie (« RGEC »), qui fixe les conditions de compatibilité ex ante sur la base desquelles les États membres peuvent mettre en œuvre des mesures d'aide d'État sans notification préalable à la Commission. Parallèlement à la révision de l'encadrement des aides d'État à la RDI, la Commission procède actuellement à une révision ciblée du RGEC, qui inclura également une modification ciblée des dispositions du RGEC en lien avec la RDI.

Pour traiter ces aspects, la version révisée de l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation contient les améliorations ciblées suivantes:

(1) Premièrement, les définitions suivantes font l'objet de clarifications:

- a) *Définition applicable aux pôles d'innovation.* La révision vise à préciser que les pôles d'innovation numérique, y compris dans le cadre du programme pour une Europe numérique, peuvent être considérés comme des pôles d'innovation au sens de la définition y afférente qui figure déjà dans l'encadrement RDI. Cette modification vise à préciser, à l'attention de tous les États membres et des parties prenantes concernées, comment octroyer un soutien national aux pôles d'innovation numérique et elle ne concerne en rien le champ d'application de la définition actuelle. En outre, cette clarification permet également d'expliquer comment les règles en matière d'aides d'État soutiennent déjà d'importantes priorités de la Commission, telles que le

¹ <https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/2044-Fitness-check-of-2012-State-aid-modernisation-package-railways-guidelines-and-short-term-export-credit-insurance>

programme pour une Europe numérique et le programme Horizon Europe, qui renvoient à la nécessité d'aider des infrastructures telles que les pôles d'innovation numérique, en stimulant la collaboration, la mise en réseau et les solutions innovantes.

- b) Une autre clarification ciblée est apportée aux définitions des activités de **recherche industrielle, de développement expérimental et d'innovation de procédé et d'organisation**. En effet, les résultats du bilan de qualité ont montré qu'il y avait lieu de préciser la manière dont les définitions s'appliquent aux technologies de l'information, au développement de logiciels, dont l'intelligence artificielle, et à d'autres technologies numériques, qui faciliteront la mise en œuvre de la stratégie industrielle et de la stratégie numérique de la Commission. Même si elles ne sont pas expressément mentionnées dans les définitions actuelles, les activités de R&D et d'innovation liées à la transformation numérique sont déjà implicitement couvertes par les définitions existantes. Par conséquent, les clarifications envisagées n'introduiraient une référence explicite aux activités liées à la transformation numérique qu'afin de préciser que les activités menées dans ces domaines sont couvertes par les définitions, renforçant ainsi la prévisibilité et la sécurité juridique des règles. Ces clarifications n'ont pas d'incidence sur le champ d'application de la définition ni sur les activités éligibles couvertes par celle-ci.
- c) En ce qui concerne les **activités d'innovation des PME**, les données recueillies lors du bilan de qualité confirment que les PME restent confrontées à des défaillances du marché qui affectent leur capacité d'innovation, la raison étant la faible adhésion aux activités liées à la transformation numérique et/ou des difficultés d'accès aux services de soutien à l'innovation. À cet égard, le bilan de qualité a confirmé que les règles en matière d'aides d'État à la RDI qui s'appliquent aux aides à l'innovation en faveur des PME restent valables et pertinentes. Certaines parties prenantes estiment uniquement que ces règles n'indiquent pas assez clairement dans quelle mesure les aides à l'innovation en faveur des PME (telles qu'elles sont déjà définies et prévues dans les règles existantes) permettent de soutenir les activités liées à la transformation numérique (comme le soutien aux services fournis par les infrastructures de recherche, les infrastructures technologiques, les pôles d'innovation). En conséquence, la définition concernée a été modifiée pour énoncer et préciser explicitement que les activités susmentionnées peuvent déjà bénéficier d'une aide au titre de la mesure existante. Cette clarification devrait également contribuer à renforcer les synergies avec les priorités d'investissement de la Commission définies dans ses stratégies en faveur des PME et de l'industrie.

(2) Deuxièmement, une définition et des critères de compatibilité sont introduits afin d'autoriser le soutien aux infrastructures technologiques et ainsi refléter l'évolution du marché et de la technologie et encourager les investissements dans la recherche, le développement et l'innovation en vue de la double transition. Cela facilitera également l'adhésion à des activités d'innovation, en particulier par les PME, lesquelles, grâce aux infrastructures technologiques, peuvent apporter des solutions innovantes aux défis sociétaux actuels, tels que le changement climatique et la transition urgente vers la numérisation, conformément aux objectifs du pacte vert et de la stratégie industrielle.

Dans le cadre des règles révisées, et contrairement aux infrastructures de recherche, les infrastructures technologiques s'adressent principalement à l'industrie, notamment aux PME, afin de pallier le manque d'installations permettant de réaliser des essais proches du marché sur de nouvelles technologies non encore vérifiées, le but étant de mener à bien le développement de ces technologies avant leur introduction sur le marché.

La révision ciblée se fonde sur les règles existantes de compatibilité des aides d'État à la RDI, plus précisément celles régissant i) le soutien aux projets de R&D pour les activités de développement expérimental (présentant un intérêt pour les activités d'essai et d'expansion des infrastructures technologiques) et ii) les aides à l'investissement en faveur des infrastructures de recherche.

Plus précisément, les conditions de compatibilité pour les infrastructures technologiques ont été définies comme suit:

- i) La définition applicable repose sur celle élaborée dans le document de travail des services de la Commission sur les infrastructures technologiques². La définition a été élaborée par la DG RTD sur la base de l'expérience acquise dans le cadre du programme H2020 (la définition correspond aux activités d'expérimentation et d'expansion au stade du développement expérimental). Cela permet de garantir la cohérence terminologique entre les règles relatives aux aides d'État et celles du programme Horizon (position souvent défendue par nos parties prenantes);
- ii) Les infrastructures technologiques seront soutenues de la même manière que les infrastructures de recherche en limitant le soutien aux coûts d'investissement;
- iii) En ce qui concerne le niveau de l'aide (intensité de l'aide), l'intensité de base reposera sur celle applicable aux activités de développement expérimental (25 %), étant donné que les infrastructures technologiques sont associées aux activités d'essai et d'expansion technologique à un stade de développement expérimental³. Les États membres ne seront alors plus contraints d'allouer des aides à l'investissement à chacun des projets de développement expérimental menés par des utilisateurs spécifiques d'une infrastructure technologique (ce qui constitue une charge administrative importante), mais pourront au contraire apporter un soutien unique à l'investissement dans une infrastructure technologique.

(3) Troisièmement, les révisions suivantes s'attaqueront aux charges administratives disproportionnées auxquelles les États membres ont été confrontés lors de la mise en œuvre d'un soutien au titre de l'encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation:

- a) L'encadrement RDI révisé établit des règles pour une méthode simplifiée de calcul des coûts indirects des projets de R&D.**

² <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/0df85f8b-7b72-11e9-9f05-01aa75ed71a1>

³ Si une évaluation détaillée est effectuée, l'intensité normale de l'aide peut être portée à 40 % pour les notifications individuelles.

À cet égard, la proposition de révision prévoit l'introduction d'une simplification pour calculer les coûts éligibles des projets de R&D en permettant l'application d'une méthode simplifiée de calcul des coûts indirects. À l'heure actuelle, les règles du RGEC ne permettent aux États membres d'utiliser des options simplifiées en matière de coûts que lorsque le projet ou l'activité est financé au moins partiellement par un fonds de l'Union (par exemple Horizon — Fonds ESI). Les résultats du bilan de qualité ont mis en évidence la nécessité d'une application plus large des options simplifiées en matière de coûts pour le calcul des coûts éligibles. Étant donné que les coûts éligibles indirects réels sont souvent difficiles à vérifier et à démontrer, le recours à une option simplifiée en matière de coûts indirects facilite grandement l'octroi d'une aide à des projets de R&D par les autorités de gestion. En outre, le bilan de qualité souligne qu'aucune justification n'est donnée quant au fait que les projets de R&D financés par des ressources purement nationales (dont les fonds de la FRR) ne peuvent bénéficier de cette possibilité. Si, dans un certain nombre de cas de R&D précédemment notifiés, la méthode simplifiée en matière de coûts indirects a été acceptée, cette pratique n'a pas encore été officialisée.

b) Il est également précisé que le contrôle du caractère accessoire des activités économiques tel que défini au point 20 de l'encadrement RDI s'applique pour une période de 10 ans.

Cette précision est nécessaire pour assurer la cohérence avec le délai de prescription de 10 ans prévu par le règlement de procédureⁱ, c'est-à-dire la période après laquelle la Commission ne dispose d'aucun moyen juridique pour demander la récupération de l'aide octroyée, et pour éviter de devoir effectuer des contrôles de manière indéfinie compte tenu du fait qu'après 10 ans, les équipements de laboratoire de R&D les plus onéreux seraient presque entièrement amortis.

Il est incontestable que des règles simples en matière d'aides d'État à la RDI sont d'autant plus nécessaires à l'heure actuelle. Nous prévoyons que les modifications techniques ciblées des règles guideront les États membres dans la mise en œuvre des programmes d'aide publique (mobilisation des investissements privés) sans provoquer de retard injustifié et aideront les entreprises, ainsi que les organismes de recherche, à développer de nouvelles technologies. Ces nouvelles technologies constitueront à leur tour le vecteur grâce auquel les produits et services verts et numériques arriveront sur le marché en transformant l'économie européenne conformément au pacte vert/à la communication pour une Europe numérique pour 2030/2050. Grâce à des règles plus claires, les États membres pourront également réduire le délai entre la demande et l'octroi effectif des fonds.

ⁱ [Règlement \(UE\) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#) (JO L 248 du 24.9.2015, p. 9).